

2. A combien s'élevait l'offre faite?

M. James A. Byrne (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): 1. Aucun soumissionnaire n'a répondu à l'appel d'offres du ministère.

2. Le directeur d'aéroport a été autorisé par la suite à disposer de la récolte de foin de la façon qu'il jugerait opportune. Il l'a vendue à M. Morgan Nixon pour la somme de \$20.

LA CONVOCATION DU PARLEMENT

Question n° 1066—**L'hon. M. Bell:**

1. Existe-t-il un moyen officiel pour demander au gouverneur général de convoquer le Parlement?

2. Dans le cas de l'affirmative, quand a-t-on utilisé ce moyen pour la première fois?

3. Depuis cette époque, toutes les sessions du Parlement ont-elles été convoquées à la suite d'un avis ainsi présenté au gouverneur général?

4. Quel était le moyen ou procédé utilisé antérieurement?

5. Pourquoi un changement a-t-il été fait?

M. John R. Matheson (secrétaire parlementaire du premier ministre): 1. Oui.

2. Le 7 octobre 1953 pour la convocation du Parlement le 12 novembre 1953.

3. Oui.

4. Le mode de la décision du Conseil.

5. On estimait que le mode de la décision du Conseil ne convenait pas pour l'avis à donner au Gouverneur général lorsqu'il s'agit de questions à propos desquelles il incombe au premier ministre seul de donner avis et non au Comité du Conseil privé.

LA DISSOLUTION DU PARLEMENT

Question n° 1067—**L'hon. M. Bell:**

1. Existe-t-il un moyen officiel pour demander au gouverneur général de dissoudre le Parlement?

2. Dans le cas de l'affirmative, quand a-t-on utilisé ce moyen pour la première fois?

3. A l'occasion de quelles dissolutions du Parlement a-t-on utilisé ce moyen?

4. Quel était le moyen ou procédé utilisé antérieurement?

5. Pourquoi un changement a-t-il été fait?

M. John R. Matheson (secrétaire parlementaire du premier ministre): 1. Oui.

2. Le 12 avril 1957.

3. Le 12 avril 1957, le 1^{er} février 1958, le 19 avril 1962, le 6 février 1963 et le 8 septembre 1965.

4. Le mode de la décision du Conseil.

5. On estimait que le mode de la décision du Conseil ne convenait pas pour l'avis à donner au Gouverneur général lorsqu'il s'agit de questions à propos desquelles il incombe au premier ministre seul de donner avis et non au Comité du Conseil privé.

[M. Loney.]

L'EMBALLAGE DU BACON

Question n° 1076—**Mme MacInnis:**

1. Depuis 1959 l'Association des consommateurs canadiens a-t-elle demandé que l'on crée un emballage permettant à l'acheteur d'apercevoir au moment de l'achat une tranche entière de bacon avec la répartition du gras et du maigre?

2. Le gouvernement a-t-il demandé en février 1965, aux conserveries de viande d'effectuer un contrôle de leurs emballages de sorte qu'à compter du 1^{er} janvier 1966 l'utilisation de ces emballages ne donne plus lieu à aucune fraude et, dans le cas de l'affirmative, cette date limite a-t-elle été reportée au 1^{er} mai 1966 et pour quelles raisons?

3. Le gouvernement insistera-t-il pour qu'à compter du 1^{er} mai soit mis sur le marché un emballage qui permette aux consommateurs, au moment de l'achat, d'apercevoir une tranche entière de bacon?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): 1. Oui.

2. Oui. La date limite a été reportée quand les fabricants d'emballages ont fait savoir qu'il ne serait pas possible de fournir les nouveaux emballages de bacon en quantité suffisante pour le 1^{er} janvier 1966.

3. A partir du 1^{er} mai 1966, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social exigera que tout le bacon expédié par les conditionneurs de viande soit contenu dans des emballages qui n'induisent pas en erreur. Nous croyons que les exigences de la Loi sur les aliments et drogues seront respectés si la fenêtre de l'emballage occupe au moins les deux tiers de la longueur de ce dernier, si elle permet au consommateur de voir l'entière largeur d'une tranche de bacon et si l'emballage ne peut en aucune autre façon induire en erreur.

LES MEMBRES DE L'EXPÉDITION DE L'ÎLE DE PÂQUES

Question n° 1081—**M. Forrestall:**

1. Quels étaient les nom et titre officiels de chacun des membres de l'expédition à l'île de Pâques, autre que les membres des forces canadiennes?

2. Est-ce qu'une ou plusieurs personnes se sont jointes à l'expédition en Amérique du Sud et, dans le cas de l'affirmative, à quel titre et avec l'autorisation de qui?

3. Quel a été le coût approximatif de cette expédition?

L'hon. Paul T. Hellyer (ministre de la Défense nationale): 1. D^r Stanley C. Skoryna, chef de l'expédition; D^r Morton E. Alper, épidémiologie; D^r Peter Beighton, examens médicaux; D^r Armand Boudreault, virologie; D^r Garry S. Brody, examens médicaux; D^r John L. Cutler, épidémiologie; John A. Easton, vice-maréchal de l'Air (en retraite), sous-directeur des installations matérielles; M^{me} Anna Maria Eccles, interprétation; D^r Ian E. Efford, biologie et écologie; D^r Bjorn T. Ekblom, physiologie; D^r Harold C. Gibbs, parasitologie; D^r Einer T. Gjessing, physiolo-